

CONDITIONS DE VIE SOCIO-ECONOMIQUE ET PROBLEMATIQUE DE LA CONTRIBUTION DES POPULATIONS RIVERAINES A LA CONSERVATION DU PARC NATIONAL DE LA COMOE (PNC) EN CÔTE D'IVOIRE

[SOCIO-ECONOMIC LIVING CONDITIONS AND PROBLEMATIC OF THE CONTRIBUTION OF THE BORDERING POPULATIONS TO THE CONSERVATION OF THE NATIONAL PARK OF COMOE (PNC) IN IVORY COAST]

Valoua FOFANA¹ and Mariam CAMARA²

¹Département de Sociologie, Université Alassane Ouattara,
BPV 18 Bouaké 01, Côte d'Ivoire

²Centre Ivoirien Recherches Economiques et Sociales (CIRES),
Université Felix Houphouët-Boigny, 08 BP 1295 Abidjan 08, Côte d'Ivoire

Copyright © 2017 ISSR Journals. This is an open access article distributed under the *Creative Commons Attribution License*, which permits unrestricted use, distribution, and reproduction in any medium, provided the original work is properly cited.

ABSTRACT: This survey puts a specific stress on the difficulties to conciliate the preservation and development objectives in the space comoe areas. Despite the financial backers and the ivoirian authorities willingness to involve the riverside residents in the nature reserve management and preservation through the base infrastructures realization and socioeconomic projects, the anthropic aggressions haven't ceased truly. The investigation made in 10 (ten) localities clearly shows that the populations continue exploiting the nature reserve resources as part of agro-pastoral activities (farming of the outskirts, breeding in the park) and the houseworkers (firewood), etc. The persistence of these non-conservatist attitudes could be explained by the lack of base infrastructures or the socioeconomic projects financing as well as viability of substitution projects (financing of producing-income activities) in other areas. And yet, these projects and infrastructures supposed to improve the riverside populations living conditions remain the key elements to the participatory management of the park's biological diversity. The national authorities and the financial backers should better give a particular interest to the raising of their socioeconomic standard of living in order to obtain from the riverside residents a real collaboration in the management and conservation of the world patrimony, that is the Comoe National Park (CNP).

KEYWORDS: Base infrastructures, socioeconomic projects, anthropic aggression, local development, locality, biodiversity, financing, participatory management.

RESUME: Cette étude met un accent particulier sur les difficultés à concilier les objectifs de conservation et de développement dans les localités de l'espace Comoé. Malgré la volonté des autorités ivoiriennes et des bailleurs à impliquer les populations riveraines dans la gestion et la conservation du parc en procédant par la réalisation d'infrastructures de base et de projets socio-économiques, les agressions anthropiques n'ont véritablement pas cessé. L'enquête menée dans 10 localités démontre que les populations continuent d'exploiter les ressources du parc dans le cadre des activités agro-pastorales (agriculture à la périphérie, élevage dans le parc) et des tâches ménagères (bois de chauffe), etc. La persistance de ces comportements anti-conservationnistes s'expliquerait par le manque d'infrastructures de base ou de financements de projets socio-économiques dans certaines localités ou/et le manque de viabilité des projets de substitution (financement des activités génératrice des revenus) dans d'autres. Or, ces infrastructures et projets sensés améliorer les conditions de vie des populations riveraines sont les éléments clés de la gestion participative de la biodiversité du parc. Les autorités et les bailleurs gagneraient donc à accorder

un intérêt particulier à l'élévation de leur niveau de vie économique et sociale afin d'obtenir de la part des riverains une franche collaboration dans la gestion et la conservation de ce patrimoine mondial qu'est le parc Mondial de la Comoé (PNC).

MOTS-CLEFS: Infrastructures de base, projets socioéconomiques, agression anthropique, développement local, localité, biodiversité, financement, gestion participative.

1 INTRODUCTION

La conservation des aires protégées est de plus en plus conditionnée, ces dernières années, par l'implication des populations riveraines. Cette nouvelle politique consiste à garantir aux communautés locales, fortement dépendantes des ressources naturelles de ces aires protégées aux fortes potentialités agricoles et pastorales, une viabilité de leur système de production (Steve Dimitri PARE, 2013 [1]). Le n'est pas en reste.

Les populations vivant aux alentours du Parc National de la Comoé (PNC), patrimoine mondial de l'UNESCO, ont bénéficié de plusieurs projets de développement économique et social comme les microprojets d'agroforesterie, d'apiculture et d'aulacodiculture - en tant que sources de revenu local permettant à la fois de lutter contre la pauvreté dans l'espace Comoé et d'épargner la Réserve des agressions anthropiques - de création des Associations Villageoises pour la Conservation et le Développement (AVCD), de mise en service d'une radio de proximité, nommée « Radio Boutourou » en vue d'impulser la participation communautaire (GAUZE T. K. M., BIEMI J. & SORO K., 2014[2]).

En dépit de tous ces efforts consentis par l'Etat et les partenaires au développement, le PNC fait l'objet d'agressions de tout genre.¹ Les populations riveraines continuent ainsi l'exploitation de bois d'œuvre, le braconnage, l'élevage, la pêche et l'orpaillage clandestins. Cette dernière activité illégale a particulièrement pris de l'ampleur au point où 79 orpailleurs ont été appréhendés en 2014 contre 8 et 6 respectivement en 2012 et 2013 (Office Ivoirien des Parcs et Réserves (OIPR), 2015 [3]).

Il se pose alors le problème de l'efficacité des politiques de développement menées dans l'espace Comoé. Autrement dit, la réalisation de programmes/projets économiques et sociaux en vue de l'épanouissement des populations locales ne semble pas garantir leur implication dans la conservation de la biodiversité et des ressources naturelles du parc. La présente étude se propose de contribuer à la compréhension de ce phénomène en mettant l'accent sur la nécessité de la mise en place de politiques et stratégies adéquates d'amélioration du niveau de vie des populations riveraines.

La problématique majeure de l'implication des populations dans la gestion des ressources naturelles est la conciliation des intérêts de conservation avec les intérêts de développement économique, social et culturel (ISSA Maman-Sani, 2010 [4]). Autrement dit, l'efficacité à long terme de l'approche participative est conditionnée par des mesures alternatives viables en termes de promotion d'activités ou de projets représentant un réel coût d'opportunité pour les ménages ruraux (YANGGEN D., 2010 [5]). Cette approche a toutefois des limites, car aboutissant très souvent à des résultats mitigés. Même si les alternatives à l'agriculture par l'amélioration des pratiques culturales et l'accès au micro-crédit, l'élevage ou même la compensation financière sont reçus avec beaucoup d'enthousiasme, ils ne garantissent en rien l'abandon de l'exploitation des ressources naturelles, notamment celle du bois qui, dans le cas de la République Démocratique du Congo, demeure la première source d'énergie (SALMON C., 2012 [6]).

Cette réalité est corroborée par l'étude de MILOL A. et NDIKUMAGENGE C. (2010 [7]) selon laquelle une décennie de politique de développement local visant à établir un équilibre entre la gestion participative et la gestion durable des ressources naturelles n'a pas pu mettre fin aux mauvaises pratiques dans l'environnement. Les populations locales n'ont pas encore adopté les méthodes de gestion participative qui leur ont été proposées. Sur 23 aires protégées étudiées par la Banque Mondiale (BM), il ressort que les projets visant à concilier les objectifs de développement et de conservation n'ont pas atténué la pression sur les parcs ou réserves qu'ils visaient à protéger (COLCHESTER M., 1996 [8]).

Qu'est-ce qui explique cette situation ? Pourquoi les nombreux projets mis en œuvre dans l'espace Comoé ne parviennent-ils pas à endiguer les agressions anthropiques ? Quelles sont les limites de ces projets ? Quelles actions vigoureuses et adéquates faut-il pour mettre définitivement fin à ces agressions anthropiques ?

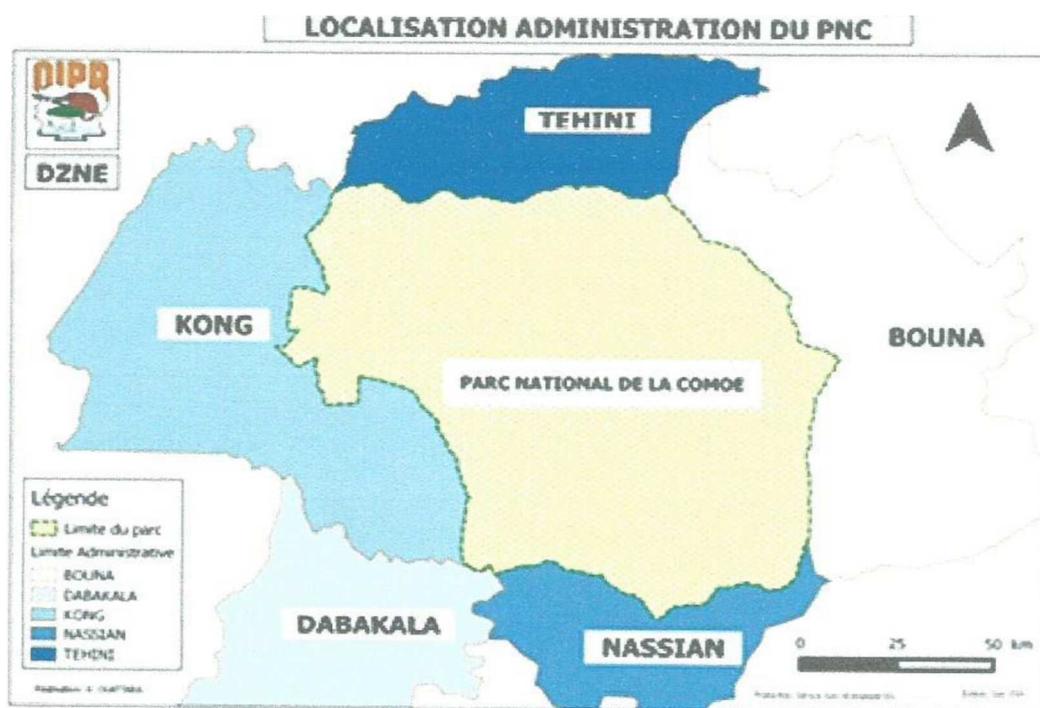
¹ Allemagne, Japon, France, Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM), Union internationale pour la Conservation de la Nature (UICN), UNESCO.

La réponse à ces questions s'est faite autour des hypothèses de travail ci-après : (i) la pauvreté des populations riveraines malgré la mise en œuvre de projets socioéconomiques favorise la persistance des agressions anthropiques ; (ii) l'adhésion des populations riveraines aux politiques de conservation de la biodiversité de l'espace Comoé nécessite la prise en compte effective de leurs besoins socioéconomiques individuels au-delà de la réalisation d'infrastructures communautaires de base.

2 METHODOLOGIE

2.1 CHAMP GÉOGRAPHIQUE OU ZONE DE L'ÉTUDE

Avec une superficie de 1 149 150 ha, le Parc National de la Comoé (PNC) est situé au Nord-Est de la Côte d'Ivoire, précisément dans la région du Bounkani (selon le découpage administratif de 2011). Cependant, en suivant la cartographie de l'Office Ivoirien des Parcs et Réserves (OIPR), le PNC s'étend sur 3 régions à l'intérieur desquelles un découpage territorial fait ressortir 5 secteurs. Les secteurs de Téhini et Bouna (au Nord et à l'Est) et celle de Nassian (au Sud et au Sud-est) sont dans la région du « Bounkani » ; celui de Kong (Ouest et Nord-Ouest) dans la région du « Tchologo » ; et celui de Dabakala (Sud-Ouest) dans la région du « Hambol » (GAUZE TKM., BIEMI J. & SORO K., 2014[9]).



Carte de l'Espace Comoé (source : OIPR 2015, PAG)

Dans ces régions et précisément les secteurs afférents, la mise en œuvre du Projet d'Appui à la Relance de la Conservation des Parcs et Réserves de Côte d'Ivoire s'est matérialisée par la constitution de 20 Associations villageoises de Conservation et de Développement (AVCD) dans les villages centres et 3 dans les villages non-centre. Les AVCD de Toungbo-Yaga et Kakpin ont bénéficié de l'appui de l'OIPR pour le financement de leurs microprojets respectifs d'Aviculture et d'apiculture. Par ailleurs, avec l'appui et la médiation des autorités administratives et coutumières, les populations de Gorowi et Amaradougou (enclavées entre les chaînes de montagnes et le parc) ont consenti à céder une partie des chaînes de montagnes en contrepartie de terres arables (Office Ivoirien des Parcs et Réserves (OIPR), 2015 [10]). Mais toutes ces actions ne semblent pas avoir été efficaces face aux agressions anthropiques.

En fonction des actions susmentionnées et s'appuyant surtout sur la volonté de collaboration des villages avec l'OIPR, une volonté matérialisée par la présence d'une AVCD, nous avons mené l'étude dans 10 villages à raison de 2 villages - par sous-préfecture - sélectionnés à l'aide de la technique d'échantillonnage dite de tirage simple. Ainsi, la zone de l'étude est composée des localités de Yalo et Sayé (Bouna), Toungbo-Yaga et Kakpin (Nassian), Kounzié et Kouenta (Téhini), Kafolo et Gorowi (Kong), Wendéné et Amaradougou (Dabakala).

2.2 ECHANTILLON

Ne disposant pas de base de sondage en termes de renseignements précis et récents sur la structure de l'univers étudié (la population mère), sur les catégories qui la constituent, nous avons opté pour la méthode boule de neige dans la constitution de l'échantillon de cette étude. Pour ce faire, nous nous sommes appuyés sur les Associations villageoises de Conservation et de Développement (AVCD) en tant que groupes stratégiques servant d'interface entre les villageois et les autorités en charge ou intervenant dans la conservation du parc. Ce choix se justifie également par la présence dans ces associations, de représentants de chaque catégorie ou caractéristique de la population villageoise.

Une fois interrogés, les membres de l'AVCD sont mis à contribution pour identifier d'autres membres au sein de la population qui servent à leur tour d'informateurs et ainsi de suite. Au terme de ce processus, nous avons pu constituer un échantillon de 200 enquêtés pour l'administration du questionnaire conformément à la « règle du pouce », utilisée pour décider de la taille de l'échantillon en fonction des différents environnements sociaux (Dennis L., 2002 [11]).²

Outre les populations riveraines, l'échantillon est constitué de personnes et groupes ressources à savoir, des gestionnaires du parc, des autorités administratives locales, des autorités coutumières, des responsables d'ONG locales, des coopératives et/ou associations villageoises (jeunes, femmes, etc.). Les échantillons que nous avons pu atteindre sont présentés dans les tableaux ci-après.

Tableau 1 : Constitution de l'échantillon selon les localités

Sous-préfecture	Localités (villages)	Echantillon
Bouna	Yalo	24
	Sayé	22
Nassian	Toungbo-Yaga	20
	Kakpin	27
Kong	Kafolo	20
	Gorowi	15
Dabakala	Wendéné	18
	Amaradougou	10
Téhini	Kounzié	24
	Kouenta	20
Total		200

Sources : V. FOFANA et M. CAMARA, Enquête sur les conditions de vie socio-économique et problématique de la contribution des populations riveraines à la conservation du parc national de la Comoé (PNC) en côte d'ivoire, 2016.

Tableau 2 : Responsables de groupes sociaux, autorités administratives et coutumières ressources

Sous-préfecture	Autorités administratives	ONGs	Localités (villages)	AVCD	Autorités coutumières
Bouna	Sous-préfecture OIPR	ONG EBURNYA	Yalo	Président	Chefferie
			Sayé	Secrétaire	Chefferie
Nassian	Sous-préfecture OIPR	ONG N'Tabet	Toungbo-Yaga	Trésorier	Chefferie
			Kakpin	Secrétaire	Chefferie
Kong	Sous-préfecture OIPR	ONG N'Tabet	Kafolo	Président	Chefferie
			Gorowi	Président	Chefferie
Dabakala	Préfecture OIPR	ONG "Notre grenier"	Wendéré	Secrétaire	Chefferie
			Amaradougou	Président	Chefferie
Téhini	Sous-préfecture OIPR	ONG "Notre grenier"	Kounzié	Secrétaire	Chefferie
			Kouenta	Président	Chefferie

Sources : V. FOFANA et M. CAMARA, Enquête sur les conditions de vie socio-économique et problématique de la contribution des populations riveraines à la conservation du parc national de la Comoé (PNC) en côte d'ivoire, 2016.

² Selon la « règle du pouce », l'absence de données existantes sur le sujet recommande un échantillon de 100-200.

2.3 MATÉRIELS

Dans le cadre de cette étude les outils utilisés sont essentiellement les questionnaires, les guides d'entretien (individuel et de groupe ou focus group), les grilles d'observation. Comprenant 59 questions, les questionnaires ont été structurés autour de 3 axes : (i) Caractéristiques socio-démographiques des enquêtés, (ii) Activités socio-économiques et conditions de vie, (iii) Accès aux ressources naturelles et comportements environnementaux. La grille d'observation a servi au début de l'étude dans le cadre d'une visite d'imprégnation du site.

Les guides d'entretien semi-directifs individuels administré aux responsables d'ONG/Associations, aux autorités administratives et coutumières était structuré, entre autres, autour des axes suivants : (i) Causes de la dégradation des ressources naturelles, (ii) Etat de la gouvernance, (iii) Evolution du cadre réglementaire et institutionnel, (iv) Problématique du financement durable.

Les guides d'entretien de groupe ou focus groups ont la même structuration que les guides d'entretien individuel.

2.4 MÉTHODES

2.4.1 COLLECTES DES DONNÉES

Cette étude a combiné à la fois les approches quantitative et qualitative. L'approche quantitative a consisté en des enquêtes par questionnaires standardisés. Ils ont été administrés aux populations riveraines dans toutes leurs composantes sociales et professionnelles. Ainsi avons-nous interviewé les jeunes (femmes et garçons), les adultes (femmes et hommes) actifs (agriculteurs, éleveurs, pêcheurs, chasseurs, commerçants) et non actifs.

Dans une approche qualitative, nous avons opté pour la recherche documentaire, l'observation directe, les entretiens semi-directifs individuels et de groupes (focus group). La revue de la documentation s'est appuyée principalement sur des études précédentes sur la situation actuelle des parcs notamment le parc national de la comoé, la gouvernance, le cadre institutionnel et l'organisation des principales politiques de gestion de la biodiversité, les accords et conventions tant internationales que nationales.

Les entretiens semi-directifs individuels ont eu lieu avec les responsables d'ONG et d'associations, les autorités administratives et coutumières. Les entretiens de groupes ont concerné les groupes homogènes de 6 à 12 individus dans certaines localités réunissant les conditions. Enfin, l'observation directe a consisté à recueillir des informations relatives aux agressions anthropiques sur le parc. Les données collectées portent sur l'utilisation des ressources naturelles, les systèmes de culture et d'élevage.

2.4.2 TRAITEMENT ET ANALYSE DES DONNÉES COLLECTÉES

Les données quantitatives recueillies ont été traitées et synchronisées automatiquement par des agents de saisie à l'aide de l'outil informatique (ordinateurs) en format Excel. Elles ont ensuite fait l'objet de vérification puis d'apurement par soucis de cohérence avant d'être converties sous le logiciel SPSS. Sur ce logiciel, on a procédé à la tabulation des données et aux croisements des tableaux pour l'analyse multivariée.

Le traitement des données qualitatives a consisté d'abord à la retranscription de celles-ci avant de procéder à l'analyse du contenu dont la finalité a été de lister les informations recueillies et de les mettre sous forme de textes dits « verbatim » représentant les données brutes de l'enquête accessible à l'analyse.

3 RESULTATS

3.1 ACTIONS DE DÉVELOPPEMENT LOCAL

3.1.1 INFRASTRUCTURES SOCIALES DE BASE

La nécessité d'inclure les populations locales dans les programmes et projets de gestion et de conservation de la biodiversité de l'espace Comoé se fait, depuis quelques années, au travers de politiques d'appuis au développement local. Des initiatives jugées nécessaires à leur bien-être, sont ainsi prises, selon les autorités administratives locales, parfois de commun accord (autorités et populations riveraines), en termes de réalisations d'infrastructures sociales de base en échange de la contribution des populations rurales à la conservation de la biodiversité. Cette formalisation du lien entre conservation et développement,

exprimée au sein du projet MAB de l'UNESCO, semble prendre tout son sens ici si nous nous en tenons aux dires des autorités. « Dans certaines localités cela s'est traduit par la construction de centres de santé (maternités et/ou dispensaires ruraux), d'écoles primaires, d'installation de pompes hydrauliques villageoises (PHV) ou d'amélioration de celles en place, de reprofilage des pistes ou routes villageoises, d'électrification rurale » (entretiens semi-directifs avec les autorités préfectorales et ONG). Toutefois, les avis des bénéficiaires divergent quant aux finalités assignées à ces ouvrages. Le tableau ci-après nous en donne quelque aperçu.

Tableau 3 : Opinions des populations riveraines sur la réalisation des infrastructures de base dans leurs localités en échange de leur contribution à la gestion et à la conservation de la biodiversité du PNC

	PROJETS REALISES OU EN COURS DE REALISATION									
	Ecole		Centre de santé		Pompe hydraulique		Construction/ reprofilage de routes		Electrification	
Localités	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non
Yalo	13 6,5%	11 5,5%	4 2%	20 10%	2 1%	22 11%	10 5%	14 7%	2 1%	22 11%
Sayé	4 2%	18 9%	6 3%	16 8%	4 2%	18 9%	6 3%	16 8%	4 2%	18 9%
Toungbo-Yaga	16 8%	4 2%	5 2,5%	15 7,5%	6 3%	14 7%	12 6%	8 4%	0 0%	20 10%
Kakpin	25 12,5%	2 1%	4 2%	23 11,5%	21 10,5%	6 3%	4 2%	23 11,5%	0 0%	27 13,5%
Kafolo	19 9,5%	1 0,5%	0 0%	20 10%	6 3%	14 7%	16 8%	4 2%	3 1,5%	17 8,5%
Gorowi	0 0%	15 7,5%	0 0%	15 7,5%	0 0%	15 7,5%	0 0%	15 7,5%	0 0%	15 7,5%
Wendéné	18 9%	0 0%	16 8%	2 1%	4 2%	14 7,0%	13 6,5%	5 2,5%	0 0%	18 9%
Amaradougou	5 2,5%	5 2,5%	0 0%	10 5%	1 0,5%	9 4,5%	0 0%	10 5%	0 0%	10 5%
Kounzié	24 12%	0 0%	10 5%	14 7%	19 9,5%	5 2,5%	14 7%	10 5%	10 5%	14 7%
Kouenta	20 10%	0 0%	6 3%	14 7%	10 5%	10 5%	14 7%	6 3%	2 1%	18 9%
Total	144 72%	56 28%	51 25,5%	149 74,5%	73 36,5%	127 63,5%	89 44,5%	111 55,5%	21 10,5%	179 89,5%

Sources: V. FOFANA et M. CAMARA, Enquête sur les conditions de vie socio-économique et problématique de la contribution des populations riveraines à la conservation du parc national de la Comoé (PNC) en côte d'ivoire, 2016.

En dehors de l'école, les données de terrain nous informent que la réalisation de la plupart des infrastructures de base ne répond véritablement pas au souci de la contribution des villageois à la protection du parc. En effet, sur l'ensemble des villages ayant au moins une école, 72% des enquêtés reconnaissent que, seul cet outil de développement s'inscrit dans la politique de conservation du parc. Quant aux autres infrastructures, elles s'inscrivent dans le cadre global de politiques de développement rural ; elles ne sont donc pas spécifiques au petit nombre de localités qui en ont bénéficié. C'est d'ailleurs pour cette raison qu'elles sont quasi-inexistantes dans la plupart des villages visitées. C'est le cas de Gorowi où il n'y a ni école ni centre de santé encore moins d'électricité. Comme le soutient la notabilité, « notre village ne bénéficie d'aucune action de développement local. Il a été oublié par les autorités qui n'ont respecté aucun de leurs engagements. La seule pompe du village est hors d'usage ; les enfants fréquentent une école de fortune construite en Banco où les cours sont dispensés par des enseignants bénévoles... ».

Par ailleurs les infrastructures comme les centres de santé, les routes, l'électricité réalisées ou en cours de réalisation dans certaines localités sont l'œuvre de « certains cadres, hommes politiques, structures décentralisées (Mairie, Conseil général) ou certaines ONG de développement... » (Notabilité, Responsables de AVCD). Si les populations riveraines ne perçoivent pas la réalisation des infrastructures de base comme impérativement liées à leur contribution à la protection de la biodiversité mais comme des actions s'inscrivant dans le cadre général des projets ou programmes de développement rural, qu'en est-il des microprojets socioéconomiques ?

3.1.2 FINANCEMENT DE MICROPROJETS SOCIOÉCONOMIQUES

Outre la réalisation des infrastructures de base, la prise en compte des facteurs sociaux dans les programmes de conservation de la biodiversité se manifeste généralement par le financement des activités génératrices de revenus au profit des populations riveraines. Dans l'espace Comoé, ce cadre développementaliste dans lequel les conservationnistes ont voulu bien inscrire les populations locales ne semble toutefois pas porter. En plus d'être très limités, la quasi-totalité des financements de microprojets beaucoup plus collectifs qu'individuels aboutissent à des résultats mitigés.

Tableau 4: Obtention de financement pour la réalisation d'un projet socio-économique personnel

Localité	Avez-vous bénéficié(e) d'un financement pour la réalisation d'un projet socio-économique personnel ?		Total
	Oui	Non	
Yalo	0 0,0%	24 12,0%	24 12,0%
Sayé	2 1,0%	20 10,0%	22 11,0%
Toungbo-Yaga	0 0,0%	20 10,0%	20 10,0%
Kakpin	2 1,0%	25 12,5%	27 13,5%
Kounzié	0 0,0%	24 12,0%	24 12,0%
Kouenta	8 4,0%	12 6,0%	20 10,0%
Kafolo	7 3,5%	13 6,5%	20 10,0%
Gorowi	7 3,5%	8 4,0%	15 7,5%
Wendéné	7 3,5%	11 5,5%	18 9,0%
Amaradougou	0 0,0%	10 5,0%	10 5,0%
Total	33 16,5%	167 83,5%	200 100,0%

Sources: V. FOFANA et M. CAMARA, Enquête sur les conditions de vie socio-économique et problématique de la contribution des populations riveraines à la conservation du parc national de la Comoé (PNC) en côte d'ivoire, 2016.

Les données fournies par ce tableau nous instruisent sur la quasi-absence de financement d'activités génératrices de revenus en provenance des bailleurs tant nationaux qu'internationaux intervenant dans la protection du Parc National de la Comoé (PNC). Sur l'ensemble des villages couverts par l'étude, à peine 16,5% des populations ont bénéficié de financement pour la réalisation de leurs projets socioéconomiques. Bien que l'écart ne soit pas significatif, on note un léger avantage des villages de Kouenta, Kafolo, Gorowi et Wendéné avec respectivement des taux de financement à hauteur de 4%, 3,5%, 3,5%, 3,5%.

La rareté d'assistance financière pousse certaines personnes à contracter des prêts comme l'indique le tableau ci-après. Mais le taux d'obtention de prêt est très négligeable également.

Tableau 5 : Taux d'obtention de prêt auprès de microfinances ou particuliers

LOCALITE	AVEZ-VOUS UNE FOIS OBTENU UN PRET ?		TOTAL
	Oui	Non	
Yalo	8 4,0%	16 8,0%	24 12,0%
Sayé	0 0,0%	22 11,0%	22 11,0%
Toungbo-Yaga	8 4,0%	12 6,0%	20 10,0%
Kakpin	0 0,0%	27 13,5%	27 13,5%
Kounzié	0 0,0%	24 12,0%	24 12,0%
Kouenta	6 3,0%	14 7,0%	20 10,0%
Kafolo	7 3,5%	13 6,5%	20 10,0%
Gorowi	1 0,5%	14 7,0%	15 7,5%
Wendéné	7 3,5%	11 5,5%	18 9,0%
Amaradougou	0 0,0%	10 5,0%	10 5,0%
Total	37 18,5%	163 81,5%	200 100,0%

Sources: V. FOFANA et M. CAMARA, *Enquête sur les conditions de vie socio-économique et problématique de la contribution des populations riveraines à la conservation du parc national de la Comoé (PNC) en côte d'ivoire, 2016.*

Ces résultats montrent que seulement 18,5% des riverains enquêtés ont accès aux prêts pour le financement de leurs activités. Ils rendent ainsi compte de la quasi impossibilité de créer la richesse dans cette zone rurale. Comme l'ont souligné les responsables des Associations Villageoises de Conservation et de Développement (AVCD), « depuis la mise en place des AVCD, nous avons mené en vain toutes sortes de démarches afin d'avoir des financements pour la réalisation de nos projets. Alors que les autorités nous ont fait la promesse de nous assister financièrement en échange de notre contribution à la conservation du parc. Jusqu'à ce jour nos projets sont restés sans suite. Aucun membre de l'AVCD n'a encore reçu d'assistance financière encore moins un prêt. » Pour compenser l'absence de soutien financier institutionnel, les populations ont recours à des particuliers.

Tableau 6 : Sources des prêts contractés par les populations riveraines

SOURCES DES PRETS	EFFECTIFS	POURCENTAGE
Institution de microcrédit	8	4,0
Particuliers	29	14,5
Total	37	18,5

Sources : Valoua FOFANA et M. CAMARA, *Enquête sur les conditions de vie socio-économique et problématique de la contribution des populations riveraines à la conservation du parc national de la Comoé (PNC) en côte d'ivoire, 2016.*

Les données indiquent que les particuliers sont les principaux recours des villageois dans la recherche de financement pour leurs projets ou activités. Ainsi 14,5% des prêts sont contractés auprès des « parents » pour certains et des « commerçants » pour d'autres. Ce sont généralement de petits montants qui ne permettent véritablement pas de couvrir le déficit de financement. Cette situation a des conséquences sur le niveau de vie socioéconomique de ces populations.

3.2 PROBLÈMES MAJEURS ET CONDITIONS DE VIE SOCIOÉCONOMIQUE DES POPULATIONS

3.2.1 PROBLÈMES MAJEURS DES POPULATIONS

Les actions de développement local dans les localités visitées ont été inefficaces au point où les populations sont toujours confrontées à des problèmes majeurs.

Tableau 12: Problèmes majeurs des populations selon les localités

Localité	Quels sont les problèmes majeurs que connaît votre localité et que les populations souhaitent la résolution en échange d'une implication véritable dans la conservation et la gestion durable du PNC?						Total
	Agriculture peu productive à cause de la pauvreté du sol	Insuffisance de terres cultivables	Insuffisance de pompe hydraulique villageoise	Problème de Centre de Santé	Destruction des champs par les animaux du parc à la recherche de nourriture	Manque de moyens matériels et/ou financiers	
Yalo	5 2,5%	8 4,0%	5 2,5%	4 2,0%	2 1,0%	0 0,0%	24 12,0%
Sayé	2 1,0%	4 2,0%	2 1,0%	5 2,5%	0 0,0%	9 4,5%	22 11,0%
Toungbo-Yaga	2 1,0%	5 2,5%	0 0,0%	7 3,5%	2 1,0%	4 2,0%	20 10,0%
Kakpin	8 4,0%	11 5,5%	0 0,0%	2 1,0%	0 0,0%	6 3,0%	27 13,5%
Kounzié	6 3,0%	7 3,5%	1 0,5%	1 0,5%	0 0,0%	9 4,5%	24 12,0%
Kouenta	4 2,0%	10 5,0%	0 0,0%	0 0,0%	0 0,0%	6 3,0%	20 10,0%
Kafolo	9 4,5%	7 3,5%	0 0,0%	0 0,0%	0 0,0%	4 2,0%	20 10,0%
Gorowi	2 1,0%	2 1,0%	0 0,0%	2 1,0%	0 0,0%	9 4,5%	15 7,5%
Wendéné	0 0,0%	6 3,0%	0 0,0%	0 0,0%	12 6,0%	0 0,0%	18 9,0%
Amaradougou	0 0,0%	0 0,0%	0 0,0%	0 0,0%	0 0,0%	10 5,0%	10 5,0%
Total	38 19,0%	60 30,0%	8 4,0%	21 10,5%	16 8,0%	57 28,5%	200 100,0%

Sources: V. FOFANA et M. CAMARA, *Enquête sur les conditions de vie socio-économique et problématique de la contribution des populations riveraines à la conservation du parc national de la Comoé (PNC) en côte d'ivoire*, 2016.

Les problèmes fondamentaux des villageois sont l'insuffisance de terres arables (30%) d'abord et le manque de moyens matériels et financiers (28,5%) ensuite. Par ailleurs, 76% de la population enquêtée ayant pour activité principale l'agriculture, la faible productivité de celle-ci à cause de la pauvreté du sol (19%) constitue un défi non négligeable. Face à ce problème, il n'existe véritablement pas à ce jour, de politiques agricoles adéquates et fonctionnelles pour accompagner les communautés. C'est d'ailleurs ce qui ressort de ce focus group ci-après : "A cause du parc, on a plus de terres pour cultiver. Les champs que nous avons ne produisent plus. La terre est devenue pauvre à force de cultiver sur la même parcelle. Avant on avait la possibilité de laisser la terre se reposer pendant 1 ou 2 ans pendant qu'on cultive ailleurs. Cela n'est plus possible. Ce qui fait qu'on ne gagne plus assez d'argent après les récoltes. On manque de tout ; on a des difficultés à satisfaire nos besoins matériels et financiers."(Focus group avec les agriculteurs à Kakpin, Kafolo).

3.2.2 REVENUS MOYENS DES MÉNAGES

Les revenus déclarés par les chefs de ménages sont très faibles. Cela traduit les conditions de vie difficiles des populations concernées même si l'analyse basée sur les revenus déclarés s'avère le plus souvent limitative dans la distinction des ménages selon leur richesse ou leur pauvreté.

Tableau 7 : Revenus des ménages en fonction de l'activité exercée

REVENU ANNUEL	ACTIVITÉ PRINCIPALE DE L'ENQUÊTÉ(E)								TOTAL
	Agriculteur	Commerçant	Ménagère	Imam	Agriculteur et éleveur	Chasseur	Pêcheur	Pisteur	
Aucun revenu	91 45,5%	3 1,5%	1 0,5%	3 1,5%	12 6,0%	2 1,0%	6 3,0%	3 1,5%	121 60,50%
60 000	4 2,0%	0 0,0%	0 0,0%	0 0,0%	0 0,0%	0 0,0%	0 0,0%	0 0,0%	4 2,0%
75 000	3 1,5%	0 0,0%	0 0,0%	0 0,0%	0 0,0%	0 0,0%	0 0,0%	0 0,0%	3 1,5%
80 000	7 3,5%	0 0,0%	0 0,0%	0 0,0%	0 0,0%	0 0,0%	0 0,0%	0 0,0%	7 3,5%
100 000	11 5,5%	0 0,0%	3 1,5%	0 0,0%	2 1,0%	1 0,5%	0 0,0%	0 0,0%	17 8,5%
125 000	2 1,0%	0 0,0%	0 0,0%	0 0,0%	0 0,0%	0 0,0%	0 0,0%	0 0,0%	2 1,0%
150 000	5 2,5%	0 0,0%	0 0,0%	0 0,0%	1 0,5%	2 1,0%	0 0,0%	0 0,0%	8 4,0%
160 000	2 1,0%	0 0,0%	0 0,0%	0 0,0%	0 0,0%	0 0,0%	0 0,0%	0 0,0%	2 1,0%
200 000	7 3,5%	0 0,0%	0 0,0%	0 0,0%	2 1,0%	0 0,0%	0 0,0%	0 0,0%	9 4,5%
250 000	1 0,5%	0 0,0%	0 0,0%	0 0,0%	0 0,0%	0 0,0%	0 0,0%	0 0,0%	1 0,5%
300 000	10 5,0%	0 0,0%	0 0,0%	0 0,0%	2 1,0%	0 0,0%	0 0,0%	0 0,0%	12 6,0%
450 000	0 0,0%	0 0,0%	0 0,0%	0 0,0%	1 0,5%	0 0,0%	0 0,0%	0 0,0%	1 0,5%
500 000	4 2,0%	0 0,0%	0 0,0%	0 0,0%	4 2,0%	0 0,0%	0 0,0%	0 0,0%	8 4,0%
800 000	2 1,0%	0 0,0%	0 0,0%	0 0,0%	0 0,0%	0 0,0%	0 0,0%	0 0,0%	2 1,0%
1 000 000	3 1,5%	0 0,0%	0 0,0%	0 0,0%	0 0,0%	0 0,0%	0 0,0%	0 0,0%	3 1,5%
TOTAL	152 76,0%	3 1,5%	4 2,0%	3 1,5%	24 12,0%	5 2,5%	6 3,0%	3 1,5%	200 100%

Sources: V. FOFANA et M. CAMARA, *Enquête sur les conditions de vie socio-économique et problématique de la contribution des populations riveraines à la conservation du parc national de la Comoé (PNC) en Côte d'Ivoire*, 2016.

En dépit de la difficulté et de la complexité de la collecte des indicateurs tels que les revenus, les données fournies par les chefs de ménages traduisent une faiblesse voire une absence quasi générale de revenus dans les localités de l'espace Comoé visitées. Comme l'affiche le tableau, 60,50% des ménages enquêtés n'ont aucun revenu; les agriculteurs sont les plus nombreux (45,5%) dans cette proportion. Les 39,50% des chefs de ménages ayant déclaré des revenus, ont des avoirs annuels allant de 60 000 FCFA à 1 000 000 FCFA. Dans cette proportion, seuls les agriculteurs, avec à peine un taux de 1,5%, ont un revenu annuel de 1 000 000 FCFA. Ce faible niveau des revenus traduit, même si la fiabilité des informations fournies par les enquêtés reste à démontrer par des enquêtes « budget et consommation », le statut économique pauvre ou moins nantis des ménages concernés.

3.2.3 SITUATION DE PAUVRETÉ DES MÉNAGES

Les ménages pauvres ont des caractéristiques socio-économiques diverses. En associant la pauvreté à la non satisfaction des besoins de base ou à un niveau de satisfaction jugé insuffisant, les ménages pauvres se distinguent entre autres, par la taille, l'accès à l'eau potable, la principale source d'énergie et de combustion.

3.2.3.1 LA TAILLE DU MÉNAGE

La présente section met en relation la taille des ménages et leur capacité à satisfaire leurs besoins au regard des revenus annuels mentionnés plus haut. Le tableau 6 montre sans ambiguïté que quelle que soit la taille du ménage, la satisfaction des besoins demeure problématique.

Tableau 6 : La taille du ménage en corrélation avec la capacité des ménages à subvenir à leurs besoins

Taille du ménage	SATISFACTION DES BESOINS DU MENAGE		Total
	Oui	Non	
[1-5]	22 11,0%	28 14,0%	50 25,0%
[6-10]	34 17,0%	49 24,5%	83 41,5%
[11-15]	15 7,5%	29 14,5%	44 22,0%
[16-20]	4 2,0%	6 3,0%	10 5,0%
[21-25]	2 1,0%	6 3,0%	8 4,0%
[26-30]	2 1,0%	3 1,5%	5 2,5%
Total	79 39,5%	121 60,5%	200 100%

Sources: V. FOFANA M. CAMARA, *Enquête sur les conditions de vie socio-économique et problématique de la contribution des populations riveraines à la conservation du parc national de la Comoé (PNC) en côte d'ivoire*, 2016.

Les résultats affichés dans ce tableau recourent clairement la problématique de la pauvreté dans notre zone d'étude. Ici, la pauvreté n'est pas forcément liée à la taille du ménage. Elle paraît plus endémique au point où, tant les ménages de grande taille que ceux de petite taille ne disposent de ressources financières suffisantes pour la satisfaction de leurs besoins. Plus de 60% des ménages sont concernés par ce phénomène, faisant état de la dégradation ou des difficiles conditions de vie des ménages ruraux de l'espace Comoé. Cette situation de pauvreté généralisée amène les populations à dire qu'elles « *manquent de tout. Même ceux qui n'ont qu'un enfant n'arrivent pas à le nourrir convenablement encore moins le scolariser ou le soigner quand il est malade.* » (Focus group avec les femmes).

3.2.3.2 SOURCES DE L'EAU UTILISÉE DANS LES MÉNAGES

L'accès à l'eau potable est très problématique en milieu rural. Bien qu'elles soient la principale source d'eau, les Pompes Hydrauliques Villageoises (PHV) sont très insuffisantes ; cette insuffisance favorise le recours, chez les villageois, à d'autres sources comme les puits, les fleuves, les rivières et marigots.

Tableau 7 : Sources de l'eau utilisée dans les ménages selon leur capacité à satisfaire leurs besoins

SATISFACTION DES BESOINS DU MENAGE	SOURCES DE L'EAU UTILISEE DANS LE MENAGE : BOISSON, CUISINE, VAISSELLE, LESSIVE						TOTAL
	Marigot/Fleuve/ Rivière	Puits	Pompe villageoise	Marigot/fleuve/rivière/puits/ pompe villageoise	Marigot/fleuve /rivière, puits	Puits, pompe villageoise	
Oui	2 1,0%	0 0,0%	60 30,0%	12 6,0%	0 0,0%	5 2,5%	79 39,5%
Non	7 3,5%	3 1,5%	62 31,0%	25 12,5%	7 3,5%	17 8,5%	121 60,5%
TOTAL	9 4,5%	3 1,5%	122 61,0%	37 18,5%	7 3,5%	22 11,0%	200 100%

Sources: V. FOFANA M. CAMARA, *Enquête sur les conditions de vie socio-économique et problématique de la contribution des populations riveraines à la conservation du parc national de la Comoé (PNC) en côte d'ivoire*, 2016.

Les localités rurales n'étant pas raccordées à l'eau courante, la pompe villageoise reste la principale source d'eau potable. Dans notre zone d'étude, la capacité des ménages à satisfaire leurs besoins n'a aucune incidence sur le choix d'une source d'eau. Selon les résultats de terrain, les ménages ont plus recours à la pompe villageoise (61%), et à un degré moindre au puits (1,5%). Toutefois, l'accès à la pompe étant le plus souvent difficile (parce qu'insuffisante, hors d'usage, vétuste...), 18,5% des riverains ont accessoirement recours à plusieurs sources d'eau (Marigot/fleuve/rivière/puits/pompe villageoise). Les expériences individuelles et collectives recueillies à partir des entretiens semi-directifs, des focus group et des récits de vie donnent un aperçu de la réalité quotidienne des ménages en matière d'accès à l'eau : "on préfère l'eau qui sort de la pompe parce que c'est propre. Mais ça ne suffit pas pour le village ; elle est couramment sèche ou en panne et est à l'origine de conflits. Pour toutes ces raisons, on est obligé de rentrer du champ avec de l'eau de marigot/rivières/fleuves. Ce n'est pas propre mais on n'a pas le choix."

3.2.3.3 PRINCIPALE SOURCE D'ÉCLAIRAGE DES MÉNAGES

Le taux de satisfaction de la demande en énergie reste très limité en milieu rural après 50 ans de politique d'électrification rurale. A l'instar des autres populations rurales en Côte d'Ivoire, le manque d'infrastructures électriques ne permet pas aux populations de l'espace Comoé de répondre à leur aspiration légitime d'accéder à une bonne qualité de vie. L'absence de cet outil de développement les amène à recourir à d'autres sources d'énergie de moindre qualité, comme le montre les résultats du tableau 8.

Tableau 8 : Corrélation satisfaction des besoins et principale source d'éclairage du ménage

SATISFACTION DES BESOINS DU MENAGE	PRINCIPALE SOURCE D'ENERGIE DU MENAGE				TOTAL
	Electricité	Groupe électrogène/Energie solaire	Lampe	Torche	
Oui	28 14%	7 3,5%	8 4%	40 20%	83 41,5%
Non	17 8,5%	4 2%	16 8%	80 40%	117 58,5%
TOTAL	45 22,5%	11 5,5%	24 12%	120 60%	200 100%

Sources: V. FOFANA et M. CAMARA, *Enquête sur les conditions de vie socio-économique et problématique de la contribution des populations riveraines à la conservation du parc national de la Comoé (PNC) en côte d'ivoire*, 2016.

L'analyse de la principale source d'énergie croisée avec la capacité à satisfaire leurs besoins montre que les ménages ont prioritairement recours à la torche (60%) pour s'éclairer. Dans cette proportion, 40% sont des ménages qui ont des difficultés à répondre à leurs besoins. Ils utilisent moins le groupe électrogène ou l'énergie solaire (5,5%) coûteux non seulement en termes d'achat (groupe électrogène) ou d'installation (énergie solaire) mais surtout en termes de fonctionnement (groupe électrogène). Pour toutes ces raisons, les ménages qui y ont le plus accès se comptent parmi ceux qui ont la capacité de satisfaire leurs besoins (3,5%). Les 22,5% des enquêté(e)s ayant accès à l'électricité (deuxième source d'énergie) sont en majorité les ménages qui répondent à leurs besoins socioéconomiques (14%).

3.2.3.4 PRINCIPALE SOURCE DE COMBUSTIBLE DES MÉNAGES

Contrairement à la source d'éclairage, le rapport entre la source de combustible et la capacité à répondre à leurs besoins ne présente pas de typologie différentielle des ménages.

Tableau 9 : Corrélation satisfaction des besoins et principale source de combustible du ménage

SATISFACTION DES BESOINS DU MENAGE	PRINCIPALE SOURCE DE COMBUSTIVE DU MENAGE			Total
	Charbon de bois	Gaz butane	Bois de chauffe	
Oui	0 0%	0 0%	79 39,5%	79 39,5%
Non	0 0%	0 0%	121 60,5%	121 60,5%
Total	0 0%	0 0%	200 100,0%	200 100%

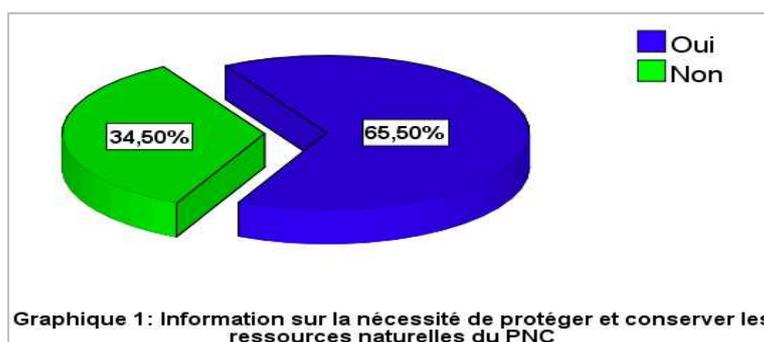
Sources: V. FOFANA et M. CAMARA, *Enquête sur les conditions de vie socio-économique et problématique de la contribution des populations riveraines à la conservation du parc national de la Comoé (PNC) en côte d'ivoire*, 2016.

Les données affichées par ce tableau montrent clairement que les ménages utilisent essentiellement le bois de chauffe pour la cuisson des aliments (100%). La différence entre ceux qui ont les moyens de répondre à leurs besoins (39,5%) et les moins nantis (60,5%), bien que grande, n'est pas pertinente. L'usage exclusif de cette ressource soulève la problématique de la protection de la biodiversité.

3.3 PROBLÉMATIQUE DE LA CONTRIBUTION DES POPULATIONS RIVERAINES À LA PROTECTION DU PNC

A la lumière des différentes analyses faites en amont sur les conditions de vie socio-économique des populations, il ressort que la pauvreté a très peu reculé dans l'espace Comoé. Cette situation moins reluisante, soulève la question de l'efficacité des politiques de gestion participative des ressources naturelles du parc. Cela nous amène à nous demander si, dans ces conditions de vie pareilles, les populations locales peuvent adopter les méthodes de gestion participative à elles proposées dans le cadre des programmes/projets de conservation. Commençons par évaluer le niveau de connaissance des populations sur la nécessité de protéger les ressources naturelles.

3.3.1 NIVEAU DE CONNAISSANCE DES POPULATIONS SUR LA NÉCESSITÉ DE PROTÉGER LA BIODIVERSITÉ



Sources: V. FOFANA et M. CAMARA, *Enquête sur les conditions de vie socio-économique et problématique de la contribution des populations riveraines à la conservation du parc national de la Comoé (PNC) en côte d'ivoire*, 2016.

L'analyse de ce graphique montre que, de façon générale, les informations véhiculées dans le cadre des politiques de gestion participative du parc parviennent aux populations locales. Sur l'ensemble des enquêtés, 65,5% contre 34,5% reconnaissent avoir été informés de la nécessité de protéger la biodiversité du parc. Contribuent-ils pour autant à sa conservation ?

3.3.2 NIVEAU DE CONTRIBUTION DES RIVERAINS DANS LA PROTECTION DU PARC

Bien que les riverains soient bien instruits sur la nécessité de participer à la conservation du parc, ils ne font pas d'effort dans ce sens ou n'en font pas assez. Quelle que soit la localité visitée, il ressort que les populations sont moins enclin à prendre une part importante à la gestion collective de la biodiversité de ce site naturel du patrimoine mondial.

3.3.2.1 NIVEAU DE CONTRIBUTION

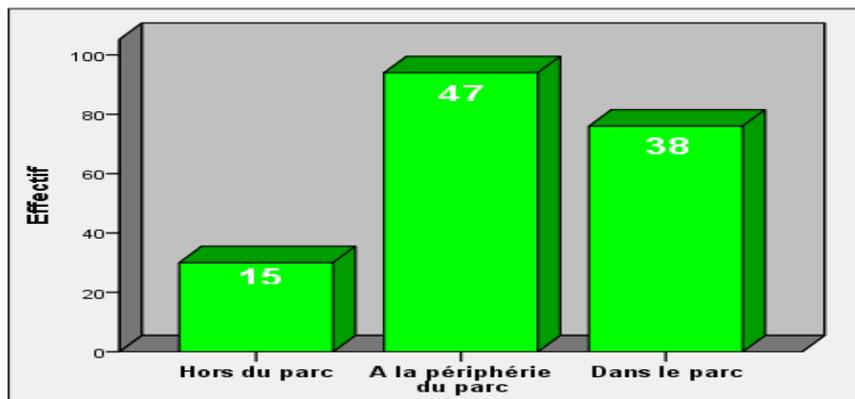
A en croire le tableau ci-après, le taux de participation des villageois à la conservation du parc est négligeable au regard des mesures prises pour sa sauvegarde.

Tableau 10 : Niveau de contribution à la conservation du parc en fonction des localités

LOCALITE	CONTIBUEZ-VOUS A LA CONSERVATION ET A LA GESTION DES RESSOURCES NATURELLES DU PNC?		TOTAL
	Oui	Non	
Yalo	8 4,0%	16 8,0%	24 12,0%
Sayé	10 5,0%	12 6,0%	22 11,0%
Toungbo-Yaga	8 4,0%	12 6,0%	20 10,0%
Kakpin	6 3,0%	21 10,5%	27 13,5%
Kounzié	10 5,0%	14 7,0%	24 12,0%
Kouenta	8 4,0%	12 6,0%	20 10,0%
Kafolo	3 1,5%	17 8,5%	20 10,0%
Gorowi	0 0,0%	15 7,0%	15 7,5%
Wendéné	4 2,0%	14 7,0%	18 9,0%
Amaradougou	2 0,0%	8 5,0%	10 5,0%
Total	59 29,5%	141 70,5%	200 100,0%

Sources: V. FOFANA et M. CAMARA, *Enquête sur les conditions de vie socio-économique et problématique de la contribution des populations riveraines à la conservation du parc national de la Comoé (PNC) en côte d'ivoire*, 2016.

De façon évidente, les données de ce tableau traduisent les limites des politiques visant à impliquer les populations riveraines dans la gestion du parc. Sur l'ensemble de notre site d'enquête, on constate que plus de 70,5% de la population ne contribue pas à la conservation du parc. Dans ce contexte de désintérêt généralisé, le village de Gorowi se présente comme la localité dont la population s'est entièrement désengagée avec 0,0% de participation. La notabilité de ce village justifie cette absence d'implication par le sentiment d'abandon de la localité par les autorités : "*Depuis la déclaration de nos terres en parc, notre village n'a véritablement pas bénéficié de projets de développement. Nous n'avons pas d'école, pas de maternité, pas d'électricité, quasiment plus de pompe. Nous avons de sérieux problèmes de santé à cause de la mauvaise qualité de l'eau des marigots que nous buvons.*" (Chef du village). Ce faible taux de participation des villageois transparent dans leurs comportements.

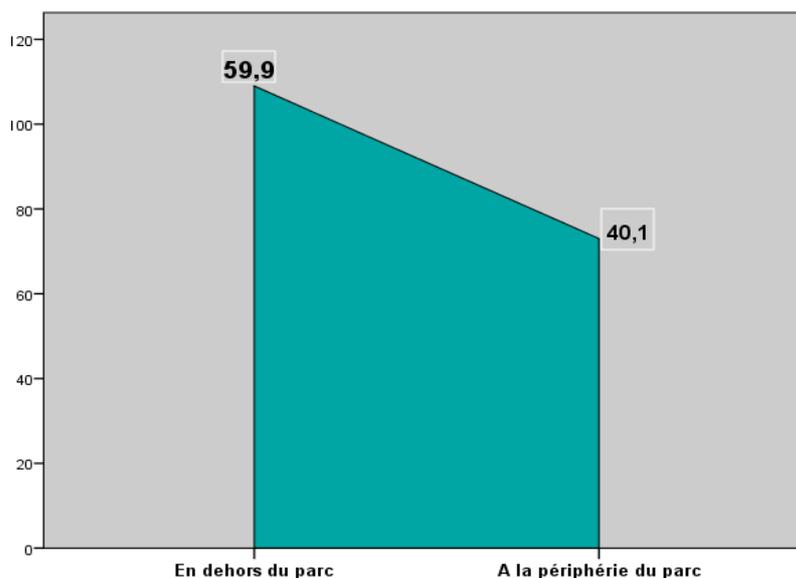


Graphique 2: Provenance du bois de chauffe

Sources: V. FOFANA M. CAMARA, *Enquête sur les conditions de vie socio-économique et problématique de la contribution des populations riveraines à la conservation du parc national de la Comoé (PNC) en Côte d'Ivoire*, 2016.

La source du bois de chauffe pour la cuisson des aliments en dit long sur le faible niveau d'engagement des populations dans la préservation des ressources naturelles du parc. Les résultats du graphique confirment ce constat d'autant plus que, les 70% des bois utilisés dans les ménages proviennent soit du parc (38%) soit de sa périphérie (47%).

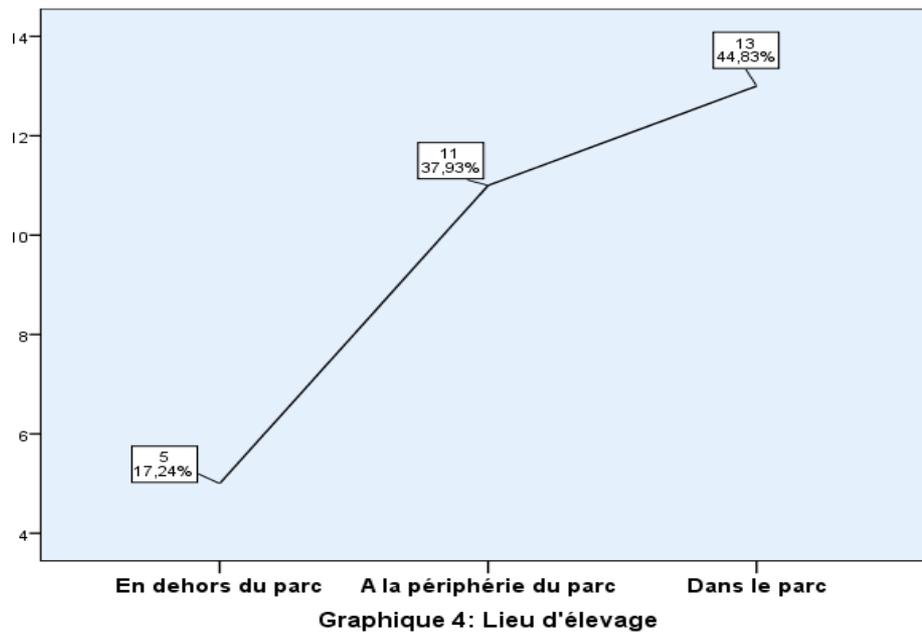
Contrairement au bois de chauffe dont l'essentiel provient du parc et sa périphérie, l'agriculture, la principale activité dans l'espace Comoé, se pratique hors du parc comme l'indique le graphique ci-après. Cela n'est toutefois pas rassurant vu le taux encore élevé d'activité à la périphérie du parc.



Graphique 3: Lieu d'exercice de l'activité agricole

Sources : V. FOFANA et M. CAMARA, *Enquête sur les conditions de vie socio-économique et problématique de la contribution des populations riveraines à la conservation du parc national de la Comoé (PNC) en Côte d'Ivoire*, 2016.

Les risques d'agressions anthropiques sont toujours présents sur notre site d'étude bien que le graphique affiche 54,5% de pratique agricole hors du parc. Il y a risques parce que les 36,5% d'agriculteurs ayant leur champ à la périphérie du parc constituent une menace potentielle. Ils peuvent à tout moment étendre leur surface cultivable dans le parc ou y poser des actes pouvant nuire aux ressources naturelles. C'est le cas de l'élevage.



Sources: V. FOFANA M. CAMARA, *Enquête sur les conditions de vie socio-économique et problématique de la contribution des populations riveraines à la conservation du parc national de la Comoé (PNC) en Côte d'Ivoire, 2016.*

L'élevage constitue un danger pour la biodiversité. En cumulant les taux de l'élevage à la périphérie (37,93%) et dans le parc (44,83%), on constate que plus de 82,76% des activités d'élevage sont en rapports directs avec le parc. Cela a des conséquences en termes de dégradation des ressources du parc.

Tous les problèmes évoqués attirent l'attention sur l'absence d'articulation entre conservation et développement. La réduction de la pauvreté demeure le point nodal du succès des politiques de conservation du parc si bien que, lors de nos entretiens certains villageois posaient le refus d'implication totale dans la protection du PNC en termes de "je ne contribue pas à la conservation du parc parce que je reçois rien de la part des structures qui en ont la charge"; d'autres pensent plutôt en terme de "j'y prendrai part si j'ai une assistance financière ou matérielle". Parmi les besoins exprimés en vue d'une véritable implication des riverains dans la protection du parc, le financement des projets occupe la première place tandis que les besoins en infrastructures de base exprimés viennent en seconde position.

4 DISCUSSION

4.1 PROJETS DE DÉVELOPPEMENT LOCAL

L'aide au développement conservacionniste, qui consiste souvent à distribuer les retombées de la conservation par la construction d'infrastructures collectives (puits, forages, écoles, centres de santé, etc.) ou la mise en place d'activités génératrices de revenus, constitue à la fois un moyen de promotion de la conservation mais aussi d'amélioration des conditions de vie des populations locales (Bénédicte Kippes, 2007 [12]). Force est de constater cependant que, les actions en vue du développement des localités de l'espace Comoé sont très limitées avec des finalités mitigées. Non seulement les infrastructures de bases restent un luxe pour les populations mais les financements de micro-projets socioéconomiques sensés lutter contre la pauvreté sont quasi-inexistants. La question de mesures alternatives viables, souvent mal évaluée par les projets de développement a conduit dans bien des cas à des échecs (Steve Dimitri PARE, 2013 [13]).

4.2 PROBLÈMES MAJEURS ET CONDITIONS DE VIE SOCIOÉCONOMIQUE DES POPULATIONS

Les problèmes majeurs des populations riveraines demeurent le manque de terres arables, la faible productivité de l'agriculture liée à la pauvreté du sol et les difficultés à satisfaire leurs besoins financiers et matériels. Ces difficultés illustrent manifestement un paradoxe, une contradiction qui amène à douter de l'efficacité des actions de développement local visant à transformer les riverains en conservacionnistes. L'étude de NYAMUYENZI illustre bien cet état de fait quand il souligne que la production agricole de 95% de la population de la zone riveraine de la Réserve Naturelle Forestière de Bururi (RNFB) est souvent mauvaise suite à l'infertilité des sols et aux aléas climatiques, que les infrastructures publiques existent mais ne sont pas

suffisants. Pour y remédier, il pense que des efforts importants sont nécessaires au niveau de l'amélioration du rendement agricole, la mise en place et l'amélioration des infrastructures routières, l'instauration des activités génératrices de revenus et la mise en place des mesures de substitutions aux ressources naturelles recherchées par la population dans la Réserve Naturelle Forestière de Bururi (RNFB) (NYAMUYENZI Séverin [14]).

4.3 PROBLÉMATIQUE DE LA CONTRIBUTION DES POPULATIONS RIVERAINES À LA PROTECTION DU PNC

Les résultats mitigés des projets d'intégration des populations locales dans la conservation du parc n'ont pas réussi à éliminer les risques d'agression anthropique. Le parc de Taï connaît une situation similaire comme le soulignent Gérard Collin et Amadou Boureïma. Selon ces auteurs, les populations villageoises (encore plus celles de l'ouest, dont le domaine vital est "coincé" entre le parc et le fleuve Cavally qui fait frontière avec le Liberia) inquiètes de la perte de fertilité des sols, voient dans ce parc, un territoire riche qui leur est "injustement interdit dans leur situation de pauvreté. Il s'agit là du risque majeur des toutes prochaines années pour l'intégrité du bien. Par ailleurs, l'exploitation des forêts classées qui entourent le parc laisse de moins en moins de chance de constituer des corridors nécessaires au maintien de la biodiversité (Gérard Collin & Amadou Boureïma, 2006 [15]).

De ces constats, il apparaît important de souligner que l'existence d'incitations économiques n'a pas pour autant contribué à faire cesser les tensions liées à l'existence d'aires protégées, ni les violations des limites des espaces protégés. Ainsi, on note par exemple de fréquentes incursions d'éleveurs dans les grandes aires protégées de l'Est du Burkina Faso afin d'utiliser les ressources fourragères et l'eau des parcs, qui ne va pas sans avoir un impact sur la faune sauvage. En outre, même si l'on accepte ce présupposé, on peut encore se demander si les incitations paraissent suffisantes pour influencer les comportements. Cela ne semble pas être le cas. En effet, dans des contextes où les conditions de vie sont souvent d'une extrême précarité, chaque opportunité de financement est précieuse pour les populations qui acceptent les projets sans forcément être convaincues. Elles peuvent par exemple adhérer de manière ponctuelle ou partielle à un projet de conservation des ressources naturelles, surtout lorsqu'il s'agit en contrepartie de bénéficier d'infrastructures diverses. Cela ne signifie pas pour le moins qu'elles participent activement aux actions menées requérant une collaboration (Bénédicte Kippes, 2007 [16]).

5 CONCLUSION

La persistance des agressions anthropiques sur le Parc National de la Comoé (PNC) malgré les projets de développement local réalisés au profit des populations riveraines afin de favoriser leur implication dans la conservation dudit parc nous a amené à entreprendre cette étude. Au terme de notre étude, les résultats obtenus montrent que les projets réalisés ou annoncés dans le cadre de la gestion et la conservation participatives du parc ne sont pas parvenus à changer véritablement les comportements des riverains pour en faire des conservateurs convaincus à cause de leurs conditions de vie socioéconomiques précaires. Le manque de viabilité des projets en est la parfaite illustration, en effet.

Non seulement les infrastructures de base devant concilier les objectifs de conservation et de développement sont quasi-inexistantes dans la plupart des villages visités, mais encore les financements de micro-projets en vue de l'autonomisation des villageois n'ont pas été à la hauteur de l'espérance des bénéficiaires en termes de taux de couverture et de résultats escomptés. En conséquence, comme le montre les résultats des enquêtes menées, le taux de participation des villageois à la conservation du parc est négligeable au regard des mesures prises pour sa sauvegarde. De manière évidente, les activités agro-pastorales se pratiquent à la périphérie et parfois à l'intérieur du parc (élevage surtout) ; le bois de chauffe, principale source de combustible des villageois provient généralement du parc.

Face aux résultats peu encourageants, les autorités et les bailleurs doivent accorder un intérêt particulier au financement des activités génératrices de revenus, principal souci des riverains mais également excellente mesure de substitutions aux ressources naturelles recherchées par les populations.

REFERENCES

- [1] PARE S. D. (2013), *Enjeux socio-économiques et conservation des ressources naturelles : dynamique des populations et perspectives de gestion durable de la forêt classée de Dida (Burkina-Faso)*, Université de Kinshasa RDC, 90 p.
- [2] GAUZE T.K.M., BIEMI J. & SORO K. (2014), "L'implication des populations riveraines condition essentielle à la gestion durable de la Réserve de Biosphère de la Comoé (RBC)". In *International Journal of Innovation and Applied Studies*, Vol. 8 No. 4, pp. 1679-1695.
- [3] Office Ivoirien des Parc et Réserves (2015), *Etat de conservation du parc national de la Comoé Côte d'Ivoire*, Ministère de l'Environnement, de la Salubrité Urbaine et du Développement Durable, Abidjan, 14p.

- [4] ISSA M.-S., (2010), *Cadre de gestion environnementale et sociale (CGES) du projet d'appui à la conservation des aires protégées (PACAP)*, Ministère de l'Environnement et de la Protection de la Nature (MEPN), Cotonou, E2660 v. 1, 103 p.
- [5] YANGGEN D. (2010), *Rôle des moyens de subsistance alternatifs dans une approche de conservation centrée sur les populations : étude de cas sur la création d'une université communautaire de la conservation, Conservation à l'échelle du Paysage dans le Bassin du Congo : Leçons tirées du Programme régional pour l'environnement en Afrique centrale (CARPE)*, UICN, Gland, Suisse. pp145-148.
- [6] SALMON C., (2012), *Etude sur les interrelations humains-écosystèmes forestiers et leur évolution en fonction du programme REDD+ dans la Réserve de Biosphère de Luki*. Mémoire de master en bio-ingénierie : Faculté Universitaire des Sciences Agronomiques de Gembloux, Université de Liège, Belgique. 101p.
- [7] MILOL A. et NDIKUMAGENGE C., (2010), *Planification de l'utilisation des terres pour la Gestion communautaire des ressources naturelles : leçons apprises, Conservation à l'échelle du Paysage dans le Bassin du Congo : Leçons tirées du Programme régional pour l'environnement en Afrique centrale (CARPE)*, Vol. 47, UICN, Gland, Suisse. pp113-115.
- [8] COLCHESTER M., (1996), *Au-delà de la « participation » : peuples autochtones, conservation de la diversité biologique et aménagement des aires protégées, dans la réalisation d'une approche de conservation centrée sur la population*, Unasylva 186, Vol. 47, pp33-39.
- [9] GAUZE T.K.M., BIEMI J. & SORO K. (2014), "L'implication des populations riveraines condition essentielle à la gestion durable de la Réserve de Biosphère de la Comoé (RBC)". In *International Journal of Innovation and Applied Studies*, Vol. 8 No. 4, pp. 1679-1695.
- [10] Office Ivoirien des Parc et Réserves (2015), *Etat de conservation du parc national de la Comoé Côte d'Ivoire*, Ministère de l'Environnement, de la Salubrité Urbaine et du Développement Durable, Abidjan, 14p.
- [11] List, D. (2002). *Know Your Audience. A Practical Guide to Media Research*. Audience Dialogue. Online edition: <http://www.audiencedialogue.org/kya.htm>.
- [12] KIPPES, B. (2007), *Acteurs et enjeux de la gestion « communautaire » de la faune : L'exemple de la zone villageoise d'intérêt cynégétique de Boumoana dans l'Est burkinabè*, Institut de Géographie, Université de Lausanne, 221p.
- [13] PARE S. D. (2013), *Enjeux socio-économiques et conservation des ressources naturelles : dynamique des populations et perspectives de gestion durable de la forêt classée de Dida (Burkina-Faso)*, Université de Kinshasa RDC, 90 p.
- [14] NYAMUYENZI S. (2015), *Etude socio-économique en milieu riverain de la réserve naturelle forestière de Bururi*, Association Protection des Ressources Naturelles pour le Bien-Etre de la Population au Burundi (APRN/BEPB), Bujumbura, 106p.
- [15] GERARD C. & AMADOU B. (2006), *Rapport de mission de suivi de l'état de la conservation du Parc National de Taï en Côte d'Ivoire, site de Patrimoine Mondial*, Union Mondiale pour la Nature (UICN), UNESCO, Abidjan, 28 p.
- [16] KIPPES, B., (2007), *Acteurs et enjeux de la gestion « communautaire » de la faune : L'exemple de la zone villageoise d'intérêt cynégétique de Boumoana dans l'Est burkinabè*, Institut de Géographie, Université de Lausanne, 221p.